

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTI/W/161
27 mai 2003

(03-2840)

**Groupe de travail des liens
entre commerce et investissement**

COLLABORATION FUTURE ENTRE LES SECRÉTARIATS DE L'OMC ET DE LA CNUCED DANS LE DOMAINE DE L'INVESTISSEMENT EN MATIÈRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Note des Secrétariats de l'OMC et de la CNUCED

1. La présente note a été établie afin de suggérer des moyens d'offrir un programme d'activités d'assistance technique et de renforcement des capacités renforcé et doté de ressources adéquates pour soutenir la participation des pays en développement et des pays les moins avancés aux travaux que l'OMC pourrait accomplir à l'avenir dans le domaine de l'investissement et qui seraient décidés à la cinquième Conférence ministérielle.
2. La collaboration entre les Secrétariats de l'OMC et de la CNUCED s'est bien déroulée au cours des 18 derniers mois et a permis d'élaborer un programme commun d'activités d'assistance technique conformément au mandat figurant au paragraphe 21 de la Déclaration ministérielle de Doha. Toutes les demandes d'assistance technique émanant des Membres de l'OMC dans ce domaine auront en principe été satisfaites d'ici à la Conférence de Cancún. L'évaluation faite par les délégations ayant une représentation à Genève et les fonctionnaires des administrations centrales qui ont participé au programme d'activités a été positive.
3. Les membres du Groupe de travail ont émis plusieurs suggestions précieuses sur la façon dont, selon eux, le programme d'assistance technique pourrait être amélioré à l'avenir. Ces suggestions portent sur les points suivants: rendre plus claire la division des tâches entre les Secrétariats de l'OMC et de la CNUCED afin de mieux tenir compte de leurs expériences et de leurs compétences respectives; encourager la participation d'autres organisations internationales susceptibles d'aider elles aussi les pays en développement à accroître leur capacité d'attirer et d'absorber des investissements étrangers et d'en retirer des avantages; et asseoir plus sûrement le financement permettant à la CNUCED d'apporter une assistance technique à l'appui du mandat de l'OMC.
4. Compte tenu de ces suggestions et des enseignements tirés de l'expérience des 18 derniers mois, les Secrétariats de l'OMC et de la CNUCED pensent que les lignes directrices ci-après devraient être appliquées à l'avenir. Il faut noter que le Secrétariat de la CNUCED continuera à mener des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités de façon indépendante, conformément au mandat conféré à la CNUCED en matière d'investissement.
5. Les Secrétariats de l'OMC et de la CNUCED devraient continuer à collaborer à la planification d'un programme coordonné d'activités d'assistance technique et de renforcement des capacités en application du mandat confié à l'OMC dans ce domaine, afin de répondre aux divers besoins des Membres de manière aussi efficiente et économique que possible et d'éviter les activités qui risquent de faire double emploi ou de se recouper.

6. Le programme continuera d'être élaboré en réponse aux demandes émanant des Membres de l'OMC et des observateurs. L'expérience tend à montrer qu'il faudrait offrir un menu d'activités plus varié, afin de répondre aux besoins des pays en développement et des pays les moins avancés. Pour prendre un exemple, dans les cas où la responsabilité officielle des politiques et accords en matière d'investissement étranger n'incombe pas au ministère du commerce, il faut souvent une assistance technique pour expliquer comment les dispositions de l'OMC fonctionnent et comment elles pourraient se relier à un futur cadre multilatéral en matière d'investissement s'il était décidé d'en négocier un. Un autre exemple est la nécessité d'intégrer plus pleinement les activités de renforcement des capacités à long terme dans le programme, domaine qui est fréquemment qualifié de prioritaire par certains pays en développement et pays comptant parmi les moins avancés.

7. Afin d'employer efficacement les ressources humaines et financières dans la prestation de l'assistance technique, le Secrétariat de l'OMC devrait se concentrer sur la fourniture d'une assistance technique qui soit directement liée aux discussions des Membres sur le Programme de travail de Doha dans ce domaine et sur le rapport entre ce programme et les dispositions de l'OMC. La CNUCED devrait se concentrer sur les activités de renforcement des capacités, notamment la formation et le renforcement des institutions, et sur une assistance technique complémentaire en matière d'analyse et d'élaboration des politiques.

8. L'OMC et la CNUCED devraient développer leur coopération avec d'autres organisations internationales compétentes dans le domaine du renforcement institutionnel. À cet égard, on estime qu'une contribution particulièrement intéressante peut être fournie par l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA). Il faudrait s'efforcer, dans le cadre du programme coordonné OMC/CNUCED d'activités d'assistance technique et de renforcement des capacités, de soutenir financièrement une expansion de la capacité de la WAIPA de contribuer au programme, notamment en aidant les pays en développement à accroître leur capacité d'attirer et d'absorber des investissements étrangers et d'en retirer des avantages. Les autres organisations qui peuvent aussi apporter leur contribution sont l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) et le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS), deux filiales de la Banque mondiale.

9. Chaque année, les Secrétariats de l'OMC et de la CNUCED élaboreront un projet de programme coordonné d'activités d'assistance technique et de renforcement des capacités conformément au mandat de l'OMC dans ce domaine, dans le cadre du mémorandum d'accord conclu récemment. Ce projet sera présenté à l'approbation des Membres de l'OMC. Si des activités doivent être financées par l'OMC, il sera présenté au Comité du commerce et du développement dans le contexte de son examen du plan annuel coordonné d'assistance technique du Secrétariat de l'OMC. Si des activités doivent être financées par la CNUCED, il sera présenté à la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes de la CNUCED.

10. S'il y a lieu, un financement pourra être recherché en 2004 par le biais de l'OMC, séparément du plan d'assistance technique annuel, également pour des activités susceptibles de contribuer à la réussite du programme mais qui ne sont pas financées par ailleurs. Il est absolument essentiel d'asseoir l'ensemble du programme sur une base financière sûre, afin de faciliter la planification et d'assurer la continuité des activités.
